



Les défis de la sécurité, du développement et de la Coopération en Méditerranée

Rabat, 16-17 juin 2010

L'Institut Royal des Etudes Stratégiques mène, depuis sa création, une réflexion sur la Méditerranée qui s'est enrichie avec sa participation aux travaux de l'IPEMED, ayant pour objectif de développer une vision commune de cette région à l'horizon 2030.

Ce document a pour objet de circonscrire les principaux défis auxquels est confrontée la Méditerranée, ainsi que les voies de ruptures qui s'imposent pour infléchir le scénario tendanciel, somme toute, peu prometteur pour l'avenir de la région. Il donne un aperçu sur le manque à gagner en termes de flux commerciaux et d'investissement que génère la situation de non intégration au Maghreb, une des principales entraves à l'aboutissement du projet de construction d'un espace méditerranéen intégré.

1. Des défis majeurs à relever par la Méditerranée, dont notamment :

- Défis de la croissance et de l'emploi, dans un contexte de faibles gains de productivité au Sud et à l'Est de la Méditerranée (croissance faiblement créatrice d'emploi, dynamique démographique entretenant une forte demande d'emploi au Sud, écart persistant de revenus entre les des deux rives...).
 - Défis du changement climatique, dans un contexte de raréfaction des ressources naturelles, dont notamment l'eau (tarissement du pétrole : se préparer à l'après pétrole, effets inéluctables du changement climatique : stress hydrique, littoralisation menacée par la montée du niveau de la mer, atteinte à la biodiversité et à l'équilibre des écosystèmes, urbanisation accrue...).
 - Défis en termes de sécurité alimentaire (subvenir aux besoins vitaux des populations, dans un contexte d'altération des bases productives domestiques et de forte volatilité des prix sur le marché mondial des produits de base), sanitaire (généralisation de l'offre de soin, prise en charge des nouvelles maladies...) et géopolitique (porosité des frontières au Sud de la Méditerranée et proximité des foyers d'instabilité : Sahel, Proche-Orient...).
 - Défis liés à l'intégration régionale, dans un contexte marqué par un décentrement du monde au profit des nouvelles puissances émergentes : se préparer à un monde post-crise, où la compétition mondiale sera féroce (nécessité d'atteindre une taille critique) et où il n'y aura pas d'avenir sans intégration pour les pays de la Méditerranée.
- ❖ Face à ces défis, la Méditerranée dispose d'énormes atouts et de complémentarités qu'elle gagnerait à maximiser pour retrouver une position agissante sur l'échiquier international.

La Méditerranée : un poids non négligeable dans le monde

Constituée de 21 pays, dont la Palestine, la Méditerranée représente :

- 7% de la population mondiale.
- 12% de la population immigrée.
- 15% du PIB mondial.
- 16% du commerce mondial.
- 6,3% des surfaces émergées de la planète.
- 40% des arrivées de touristes internationaux dans le monde, 30% des recettes touristiques mondiales
- 23% des emplois dans le secteur des services.
- 30% du fret maritime et 28% du trafic mondial de transport pétrolier maritime
- 10% des espèces végétales du globe sur seulement 1,6% de la surface terrestre (la Méditerranée est une écorégion).
- 6% de la production de pétrole et 5% de celle de gaz (Algérie, Egypte, Libye, Tunisie et Syrie).
- 9% de la consommation de l'énergie primaire et 10% de la consommation électrique.
- 8% des émissions de gaz carbonique.

Des atouts à faire valoir :

- Le Sud de la Méditerranée est engagé dans un processus de libéralisation économique et d'ouverture commerciale élargie (industrie, services, agriculture dans une mesure moindre).
- La Méditerranée est l'une des principales zones de trafic du commerce mondial (30% du fret maritime international et avec une progression des flux d'échanges transitant par la Méditerranée de près de 10% par an).
- La région dispose d'un fort potentiel d'accroissement des échanges intra-méditerranéens, notamment Sud-Sud. Aujourd'hui, ces échanges s'élèvent uniquement à 7%, très en deçà du niveau moyen observé dans les autres regroupements régionaux d'Asie et d'Amérique latine (plus de 20%).

Focus : Le coût du non-Maghreb

Selon différentes estimations concordantes, le coût du non-Maghreb constitue un manque à gagner substantiel pour les pays de la région. Ce coût est en passe de devenir insoutenable eu égard aux impératifs du contexte concurrentiel mondial :

- **Le Secrétariat Général de l'UMA** a considéré que le retard dans le processus d'intégration maghrébine coûte, à chaque pays de la région, 2% de son taux de croissance annuel.
- **La Banque Mondiale** a estimé qu'une intégration maghrébine plus approfondie (qui prend en compte la libéralisation des services et réformes du climat de l'investissement) serait en mesure de croître le PIB réel par habitant entre 2005 et 2015 de 34%, 27% et 24% supplémentaires pour l'Algérie, le Maroc et la Tunisie respectivement.
- **Le Ministère de l'Economie et des Finances (Maroc)** estime le manque à gagner en termes d'échanges commerciaux intra-maghrébins à presque 980 millions de dollars annuellement non compris les hydrocarbures, et à 2,1 milliards de dollars, si on tient compte des importations de produits énergétiques en provenance de l'Algérie et de la Libye.

La concrétisation du potentiel de commerce intra-régional nécessite toutefois une réadaptation de l'appareil productif des pays membres pour pouvoir répondre au supplément de demande émanant des pays partenaires. Le gain issu de l'intégration serait d'autant plus bénéfique qu'il découlerait d'une création des échanges au lieu d'un simple détournement des flux, auquel cas l'impact réel sur la croissance économique serait quasiment nul.

Des complémentarités réelles à saisir

- Complémentarité démographique : vieillissement en Europe vs. aubaine démographique au Sud, nécessitant un effet compensatoire entre l'offre d'emplois en Europe et la demande d'emploi au Sud pour maintenir la dynamique de l'activité de part et d'autre de la Méditerranée.
- Complémentarité en termes de dotations naturelles : ressources énergétiques (fossiles et ressources renouvelables) au Sud et à l'Est de la Méditerranée, agriculture (Europe céréalière vs. Sud-Est méditerranéen (fruits et légumes...)).
- Complémentarité dans le domaine des services : transports, distribution, télécommunication, tourisme, services financiers (libéralisation asymétrique pour tenir compte des capacités limitées des systèmes nationaux à affronter la concurrence des institutions financières européennes). Les services peuvent être un accélérateur de la convergence normative et une forme de redistribution des richesses.

2. Les limites à l'intégration en Méditerranée

❖ L'intégration en Méditerranée est confrontée à un certain nombre d'obstacles. Outre les différentes formes de fractures séparant les deux rives de la Méditerranée (sociale, économique, numérique...), il s'agit en particulier des éléments suivants :

- Hétérogénéité des schémas d'alliance, avec l'enchevêtrement de plusieurs accords de libre échange conclus avec des pays se situant en dehors de la région.
- Limite du modèle de libéralisation commerciale à l'œuvre (produits industrialisés) dont les effets semblent profiter davantage aux producteurs se situant en dehors de la région.
- Effets structurels de la crise mondiale avec d'importants effets baissiers sur la croissance potentielle et une remise en question de l'avenir de la zone euro (risque d'éclatement de l'Union monétaire et retour aux monnaies nationales ...).
- Faiblesse du modèle de convergence économique par l'intégration économique et monétaire, comme en attestent les fragilités révélées par la crise en Grèce, au Portugal et en Espagne.
- Persistance des conflits frontaliers qui alimentent une course à l'armement et grèvent les budgets publics au détriment des besoins vitaux en matière de développement humain.

❖ Tenant compte de ce qui précède, Quels scénarios d'avenir pour la Méditerranée ?

Trois scénarios vraisemblables, d'après le projet « Méditerranée 2030 » :

- Scénario tendanciel (Scénario de la marginalisation) : la convergence vers le bas : maintien des écarts de revenus, profils de spécialisation statique, pressions environnementales, déficit d'emplois, pressions migratoires...).
- Scénario de la divergence (insertion disparate dans l'économie mondiale): situation profitable pour les pays fortement compétitifs, une Méditerranée à deux vitesses mais au prix de fortes inégalités sociales.
- Scénario de la convergence par le haut : convergence normative et institutionnelle avec des perspectives plus claires pour ce qui est de l'adhésion et/ou à la participation au marché intérieur communautaire, coopération renforcée dans les domaines structurants.